

Unis en 1869 et ouverte aux ouvriers de tous les métiers. Les Chevaliers du Travail, qui atteignirent leur apogée en 1885, avec environ 1,000,000 de membres, étendirent leur action au Canada, où ils avaient établi des "assemblées" locales et des "assemblées" de district en maintes localités, la province de Québec, à elle seule, en comptant 17 en 1891. Mais peu après cette dernière date, des dissensions intestines s'élevèrent dans les rangs de l'organisation, causées par les divergences de vues existant entre les différents corps de métiers, dont les intérêts étaient parfois opposés. D'autre part, les organisations internationales des corps de métiers qui venaient de s'unir sous la bannière de la Fédération américaine du travail formée en 1881, combattirent à outrance les Chevaliers du Travail qui, en quelques années disparurent de la scène ouvrière; toutes ces "assemblées" canadiennes ont depuis longtemps cessé d'exister.

Congrès des métiers et du travail du Canada.—En septembre 1873, le premier groupement national fut formé à Toronto, sous le nom d'Union Canadienne du travail, grâce à l'initiative de l'Assemblée des métiers de Toronto (maintenant Conseil des métiers et du travail du district de Toronto). Cette organisation eut sa seconde et sa troisième assemblées annuelles en 1874 et 1875, puis disparut ensuite au cours de la grande crise industrielle et commerciale qui sévit un peu avant 1880. En 1883, le Conseil des métiers et du travail de Toronto, sentant la nécessité pour la classe ouvrière du Canada d'avoir un médium par l'intermédiaire duquel elle pourrait exprimer ses opinions, assumait la responsabilité de convoquer un autre congrès ouvrier, lequel se réunit à Toronto le 26 décembre; 45 délégués y prirent part. Sur la convocation du Conseil de Toronto, une seconde assemblée, avec 109 délégués, se réunit le 14 septembre 1886 et ce fut la première fois que l'on y vit représenté un groupe ouvrier étranger à la province d'Ontario. Une organisation permanente fut instituée à cette assemblée, sous le nom de Congrès des métiers et du travail de la Puissance du Canada; ce nom fut conservé jusqu'en 1895; on adopta alors celui de Congrès des métiers et du travail du Canada, de préférence à Fédération canadienne du travail. Depuis 1886, ce congrès se renouvela, ses séances annuelles étant restées ininterrompues et le congrès de London de 1924, étant le quarantième. Le Congrès des métiers et du travail est l'expression du syndicalisme international de la Puissance, la masse de ses membres appartenant aux sections canadiennes des organisations internationales. Il résulte des rapports de 1923 que le congrès encaissait la taxe *per capita* de 58 groupes internationaux et trois organisations nationales dont la totalité des membres canadiens, au nombre de 114,986 répartis en 1,532 sections locales, étaient affiliés. A la fin de 1923, le Congrès comptait au total 122,844 membres, répartis en 1,680 sections.

Syndicalisme international au Canada.—A la fin de 1923, 94 syndicats ouvriers internationaux, ayant une ou plusieurs sections locales au Canada, c'est-à-dire deux de plus qu'en 1922, exerçaient leur activité dans notre pays. Ces organisations possédaient toutes ensemble 2,079 sections locales au Canada, groupant 203,843 membres, soit une diminution de 29 sections et 2,307 membres sur l'année précédente. Ces syndicats internationaux possédaient 73 p.c. de la totalité des ouvriers canadiens organisés sous les auspices des syndicats.

Fédération canadienne du travail.—La Fédération canadienne du travail, qui s'appelait autrefois Congrès national des métiers et du travail, fut fondée en 1902, le Congrès des métiers et du travail ayant alors expulsé de ses rangs les Chevaliers du Travail et toutes les autres unions qui se tenaient à l'écart du mouvement international. Ces unions dissidentes formèrent un nouveau groupe central, d'un caractère essentiellement national, lequel adopta en 1908 son nom actuel. Cette nouvelle organisation fut, pendant un certain nombre d'années, soutenue surtout